

Public Inquiry Into Foreign Interference in Federal Electoral Processes and Democratic Institutions

Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux

## **Public Hearing**

## Audience publique

## Commissioner / Commissaire The Honourable / L'honorable Marie-Josée Hogue

## **VOLUME 1**

#### Held at :

Library and Archives Canada Bambrick Room 395 Wellington Street Ottawa, Ontario K1A 0N4 Bibliothèque et Archives Canada Salle Bambrick 395, rue Wellington Ottawa, Ontario K1A 0N4

Monday, January 29, 2024

Le lundi 29 janvier 2024

INTERNATIONAL REPORTING INC. https://www.transcription.tc/ (800)899-0006

#### Tenue à:

### II Appearances / Comparutions

Commission Lead Counsel / Procureure en chef de la commission

Commission Counsel / Avocat(e)s de la commission

Commission Research Council / Conseil de la recherche de la commission

Commission Senior Policy Advisors / Conseillers principaux en politiques de la commission

Commission Staff / Personnel de la commission Shantona Chaudhury

**Gordon Cameron** Erin Dann Matthew Ferguson Hubert Forget Howard Krongold Hannah Lazare Jean-Philippe Mackay Kate McGrann Lynda Morgan Siobhan Morris Annie-Claude Poirier **Gabriel Poliquin** Natalia Rodriguez **Guillaume Rondeau Nicolas Saint-Amour Daniel Sheppard** Maia Tsurumi **Geneviève Cartier** Nomi Claire Lazar Lori Turnbull Leah West Paul Cavalluzzo Danielle Côté Annie Desgagné

Casper Donovan Michael Tansey

## III Appearances / Comparutions

Ukrainian Canadian Congress	Donald Bayne Jon Doody
Government of Canada	Gregory Tzemenakis Barney Brucker
Office of the Commissioner of Canada Elections	Christina Maheux Luc Boucher
Human Rights Coalition	Hannah Taylor Sarah Teich
Russian Canadian Democratic Alliance	Mark Powers Guillaume Sirois
Michael Chan	John Chapman Andy Chan
Han Dong	Mark Polley Emily Young Jeffrey Wang
Michael Chong	Gib van Ert Fraser Harland
Jenny Kwan	Sujit Choudhry Mani Kakkar
Media Coalition	Christian Leblanc Patricia Hénault
Centre for Free Expression	John Mather

## IV Appearances / Comparutions

Churchill Society	Malliha Wilson
The Pillar Society	Daniel Stanton
Democracy Watch	Wade Poziomka Nick Papageorge
Canada's NDP	Anne McGrath
Conservative Party of Canada	Michael Wilson Nando de Luca
Chinese Canadian Concern Group on The Chinese Communist Party's Human Rights Violations	Neil Chantler
Erin O'Toole	Thomas W. Jarmyn Preston Lim
Senator Yuen Pau Woo	Yuen Pau Woo

V
Table of Content / Table des matières

Table of Content / Table des matieres	PAGE
Opening Remarks by Commissioner Hogue / Remarques d'ouverture par la Commissaire Hogue	1
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Ms. Shantona Chaudhury	19
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Me Gregory Tzemenakis	22
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Me Christina Maheux	23
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Ms. Hannah Taylor	24
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Guillaume Sirois	25
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Jon Doody	26
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Gib van Ert	27
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Mark Polley	27
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Sujit Choudhry	27
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. John Chapman	28
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. John Mather	28
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Ms. Malliha Wilson	29
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Daniel Stanton	30
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Wade Poziomka	31
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Nando De Luca	31
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Neil Chantler	31
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Senator Yuen Pau Woo	32
Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Tom Jarmyn	33

## VI Table of Content / Table des matières

Opening remarks by / Remarques d'ouverture par Mr. Christian LeBlanc	33
Presentation by/Présentation par Ms. Natalia Rodriguez	34
Presentation by/Présentation par Mr. Gordon Cameron	52

Ottawa, Ontario 1 --- L'audience débute le lundi 29 janvier 2024 à 10 heures 2 **LE GREFFIER:** Order, please. À l'ordre, s'il 3 vous plait. There is no need to rise. Vous n'avez pas besoin 4 de vous lever. 5 6 This sitting of the Foreign Interference Commission is now in session. Commissioner Hoque is 7 presiding. 8 9 Cette séance de la Commission sur l'ingérence étrangère est maintenant en cours. La commissaire Hoque 10 préside. 11 The hearing is now in session. L'audience est 12 13 maintenant en cours. --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR LA 14 COMMISSAIRE HOGUE : 15 COMMISSAIRE HOGUE: Bonjour à tous. Good 16 morning. 17 18 Alors, aujourd'hui marque l'ouverture de la 19 première série d'audiences publiques de la Commission 20 d'enquête sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédérales. 21 Ces audiences, je tiens à le souligner, se 22 tiennent sur un territoire traditionnel du peuple algonquin 23 anichinabé. 24 Je remercie d'emblée les représentants de 25 26 Services publics et Approvisionnement Canada pour leur 27 collaboration et leur grande disponibilité à organiser les lieux de façon à ce que tous puissent y travailler 28

#### International Reporting Inc.

1 efficacement et que le public s'y sente bien accueilli.

Je suis Marie-Josée Hogues et j'ai été nommée
commissaire pour présider les travaux de la Commission et les
mener à bon port.

2

5 J'exerce habituellement la fonction de juge à 6 la Cour d'appel du Québec et, quoique je reprendrai mes 7 fonctions une fois les travaux de la Commission terminés, je 8 me consacre entièrement à la Commission depuis la mi-9 septembre. Je remercie d'ailleurs la juge en chef du Québec, 10 l'honorable Manon Savard, d'avoir accepté de me décharger 11 temporairement de mes responsabilités de juge.

12 Alors, je vous souhaite la bienvenue où que 13 vous soyez. Welcome to you all wherever you are, présents 14 dans cette salle, écoutant la télévision ou par webdiffusion, 15 je vous remercie de l'intérêt que vous portez aux travaux de 16 la Commission, il témoigne de l'importance que vous accordez 17 à notre démocratie et de votre engagement à en assurer la 18 protection.

19Je suis accompagnée aujourd'hui d'une partie20du personnel de la Commission.

21 Me Shantona Chaudhury agit comme procureur-22 chef. Vous apprendrez à la connaitre et vous apprécierez son travail, j'en suis certaine. Plusieurs des avocats et 23 avocates qui font partie de son équipe sont également ici et 24 vous aurez l'opportunité de les voir à l'œuvre cette semaine. 25 Je suis également accompagnée de la 26 professeure Geneviève Cartier, directrice de l'équipe de 27 recherche. Son équipe a identifié des experts possédant les 28

#### International Reporting Inc.

1

2

connaissances requises pour assister la Commission. Je reviendrai plus loin sur le rôle de ces experts.

Je remercie toutes ces personnes de leur engagement de même que tous ceux et celles qui travaillent dans l'ombre, directeurs administratifs, responsables des communications, rédacteurs, adjointes, traducteurs, interprètes, personnel administratif et technique, personnel de sécurité. Sans eux, il serait tout simplement impossible d'exécuter le mandat qui nous a été confié.

Before turning to the Commission's intended work, I would like to recall the context that gave rise to its creation, what the role of a commission of inquiry is, and the mandate that has been entrusted to us here. I will then give an overview of the work the Commission wants to undertake and how we intend to do it.

Allegations that foreign governments are attempting to interfere in Canadian elections have been circulating for some time, but these allegations were particularly prevalent in 2022 when some media outlets reported that they had received information suggesting foreign interference in the 2019 and 2021 federal elections.

In the wake of these revelations, some members of Parliament have publicly asserted that they themselves have been the target of foreign interference and that they were not notified about it in good time by Canadian authorities.

27 Given the importance of protecting our28 democracy, these allegations have sparked significant debate

#### International Reporting Inc.

and discussions, both at the political level and in the media. Thus, in March 2023, the government of Canada appointed the Right Honourable David Johnston as independent special rapporteur asking him to determine whether foreign governments had indeed attempted to influence election results, either by interfering with voters or with the candidates themselves.

8 He was also asked to review, where 9 appropriate, the information and actions taken by the federal 10 government in relation to the threat of foreign interference 11 and to determine whether it will be advisable to investigate 12 the matter further.

Le rapporteur spécial Johnston a déposé un
rapport public ainsi qu'une annexe confidentielle le 23 mai
2023. Il y conclut que des gouvernements étrangers ont tenté
d'influencer des candidats et des électeurs aux deux
dernières élections, mais sans que cela ne compromette
l'intégrité de ces élections.

19 Il s'est aussi dit d'avis que la façon dont l'information à ce sujet a circulé était problématique, 20 ajoutant toutefois que rien de ce qu'il a vu ne lui permet de 21 22 conclure que le premier ministre, un ministre ou leurs cabinets respectifs se sont abstenus, volontairement ou par 23 négligence, de donner suite aux renseignements qu'ils ont pu 24 25 recevoir en lien avec des actes d'ingérence étrangère. 26 Il a recommandé qu'un processus public supplémentaire, autre toutefois qu'une commission d'enquête 27

28 publique vu la quantité de documents classifiés concernés,

#### International Reporting Inc.

soit entrepris pour examiner plus à fond la menace que
 représente l'ingérence étrangère.

Il est inutile de revenir sur les évènements qui ont ensuite mené à la démission du rapporteur spécial. Il suffit de rappeler que le 7 septembre 2023, avec l'accord de tous les partis politiques reconnus, le gouvernement a constitué par décret la présente commission d'enquête et m'a nommée commissaire. Je suis entrée en fonction le 18 septembre suivant.

Ceci m'amène à dire quelques mots sur la 10 nature et sur le rôle d'une commission d'enquête. Une 11 commission d'enquête est une institution publique payée par 12 13 le gouvernement et entièrement indépendante de ce dernier 14 dans la poursuite de ses travaux. Elle dispose d'une très grande marge de manœuvre dans toutes les décisions liées à la 15 manière dont elle choisit de procéder et n'est pas liée par 16 les conclusions auxquelles d'autres entités appelées à 17 étudier des questions similaires ont pu ou pourraient 18 19 parvenir.

Cela dit, une commission doit exercer ses 20 21 pouvoirs aux seules fins du mandat qui lui a été confié par 22 son décret constitutif et dans le respect de l'équité procédurale. Une commission d'enquête a pour fonction de 23 24 rechercher les faits pour comprendre ce qui s'est passé dans une situation donnée. Dans le cadre de son mandat, elle 25 procède à une recherche objective de la vérité et tente 26 d'identifier tous les faits pertinents, d'en tirer certaines 27 conclusions et de faire des recommandations au gouvernement. 28

#### International Reporting Inc.

Sous réserve de certaines contraintes sur lesquelles je
 reviendrai un peu plus loin, elle porte ces faits à la
 connaissance du public.

The role of a Commission of Inquiry is to 4 investigate the facts in order to understand what happened in 5 6 a given situation. Its objective is to search for the truth. 7 Seeking to understand what happened in order to inform the public and make recommendations to the government, it 8 9 attempts to identify all relevant facts and then draw Subject to certain constraints, to which I will conclusions. 10 return later, it makes these facts public. 11

Le processus qu'une commission d'enquête applique n'est donc pas un processus contradictoire comme celui d'un procès civil ou commercial, ni un processus accusatoire comme celui d'un procès criminel. Il n'appartient pas à une commission d'enquête de chercher à identifier des coupables ou des responsables. Ces travaux n'impliquent ni demandeurs, ni défendeurs, ni accusés.

19 Cela dit, une commission rend publics ses 20 constats, même lorsqu'ils peuvent porter ombrage à la 21 réputation de certaines personnes ou de certaines 22 organisations.

Les avocats de la Commission et moi-même
sommes neutres et impartiaux. Nous représentons l'intérêt
public et notre but est de découvrir la vérité, quelle
qu'elle soit.

27 The Commission lawyers and I are neutral and28 impartial. We represent the public interest and our goal is

#### International Reporting Inc.

1 to uncover the truth, whatever it may be.

You will note throughout its work that the 2 3 Commission counsel will work together with the lawyers of the participants, be they parties or intervenors. 4 This is standard practice in a Commission of Inquiry. Everyone must 5 6 work towards the same goal, understanding what happened, learning from it and making recommendations for the future. 7 This idea of cooperation is so important that 8 9 the rules of practice and procedure adopted by the Commission expressly impose an obligation on counsel to cooperate with 10 one another. It even goes so far as to provide for the 11 possibility of participants or their lawyers to suggest to 12 13 Commission counsel topics to explore with witnesses or 14 questions to ask them.

This cooperation is essential if the
Commission is to be effective and make good use of the very
limited time at its disposal.

18 That being said, I may choose to allow some 19 intervenors or their lawyers, as the case may be, to ask 20 certain witnesses questions on specific subjects if I feel, 21 along the way, that it may be useful in better understanding 22 certain facts. This is a discretionary power that I will 23 retain throughout the hearings and exercise as necessary.

The applicable rules of evidence are also flexible, as the Commission is not bound to adhere to strict rules of evidence in the same way that courts generally are. This flexibility is just as essential to enable the Commission to effectively carry out its work within the

International Reporting Inc.

limited time allocated. Thus, I can allow evidence to be
 presented in multiple ways provided, of course, that in doing
 so I uphold procedural fairness.

As Commissioner, I indeed have the obligationto ensure that the rights of all are respected.

6 Since I am presiding over the hearings and it will be up to me to draw conclusions from the evidence being 7 presented, I want to stress that I have not yet seen that 8 9 evidence. I have discussed with the Commission counsel the subjects that seem relevant to me and the way in which the 10 hearing should be conducted, but I have chosen to participate 11 neither in the meetings with potential witnesses nor in the 12 review of the documents obtained. 13

I have chosen this approach to ensure that I have no preconceived ideas and I will adhere to it throughout the Commission work.

Puisque je préside les audiences et qu'il 17 m'appartiendra de tirer des conclusions de la preuve qui sera 18 19 administrée, je souligne que je n'ai pas encore vu cette preuve. J'ai discuté avec les avocats de la Commission des 20 21 sujets qui m'apparaissent pertinents et de la façon dont les 22 audiences devraient être menées, mais j'ai choisi de ne 23 participer ni aux rencontres avec les témoins potentiels, ni à la revue des documents obtenus. C'est l'approche que j'ai 24 choisie pour m'assurer de ne pas avoir d'idées préconçues et 25 je m'y tiendrai tout au long des travaux de la Commission. 26 Cela dit, mon équipe et moi entendons tout 27

#### International Reporting Inc.

mettre en œuvre pour aller au fond des choses et comprendre

28

ce à quoi le pays a pu faire face et ce à quoi il est peut-1 être toujours confronté en matière d'ingérence étrangère. 2 3 L'ingérence étrangère dans nos institutions démocratiques est un enjeu très sérieux qui exige qu'on 4 pousse la réflexion, qu'on pousse le plus loin possible à la 5 6 fois l'enquête, l'analyse et la réflexion pour ultimement identifier les meilleurs moyens de la contrecarrer ou, s'il 7 n'est pas possible de l'empêcher totalement, d'en limiter les 8

10 That said, my team and I will make every 11 effort to get to the bottom of things and understand what the 12 country has faced and what it may still be facing in terms of 13 foreign interference.

9

effets.

Foreign interference in our democratic institutions is a very serious issue. It requires us to investigate, analyze and reflect as thoroughly as possible in order to ultimately identify the best ways to counter it or, if it's not possible to prevent it entirely, to limit its effects.

Conformément aux termes du décret, la 20 21 Commission doit, dans le premier volet de la phase factuelle 22 de ses travaux, examiner si la Chine, la Russie ou d'autres acteurs étatiques ou non étatiques - vous savez probablement 23 que la Commission s'intéresse aussi à l'Inde - se sont 24 ingérés dans les élections fédérales de 2019 et de 2021. Si 25 c'est le cas, elle doit aussi évaluer les répercussions que 26 ces actes ou ces tentatives d'ingérence ont pu avoir sur 27 l'intégrité des élections. Tant sur le plan national que 28

International Reporting Inc.

celui des circonscriptions. Puis, elle doit examiner, le cas
 échéant, la façon dont l'information qui a pu être obtenue à
 cet égard a circulée, et les mesures qui ont pu être prises
 en réponse.

In conformity with the terms of the Order in 5 6 Council, the Commission, in the first stage of the factual phase of its work, must examine whether China, Russia, or 7 other actors, state or non-state -- you probably know that 8 the Commission is also interested by India -- interfered in 9 the 2019 and 2021 Federal Elections; and if so, we must also 10 assess the repercussions that these acts or attempts to 11 interfere may have had on the integrity of the elections, 12 13 both nationally and at the consequence level.

14 The Commission must then examine, where 15 appropriate, the way in which information obtained in this 16 regard circulated, and the measures that could have been 17 taken in response.

18 La Commission rédigera et déposera un premier
19 rapport portant sur ces questions, au plus tard le 3 mai
20 2024.

Dans le second volet de cette phase factuelle, la Commission doit analyser la capacité et les moyens dont dispose l'État pour détecter, prévenir et contrer l'ingérence étrangère, en portant attention à trois grandes considérations.

26 D'abord, la façon dont les renseignements
27 sont créés, échangés, évalués et diffusés. Et comment les
28 conseils à l'intention de décisionnaires de haut rang,

#### International Reporting Inc.

1 notamment d'élus, sont formulés.

2 Ensuite, les mesures de soutien de protections qui sont en place, pour protéger les membres 3 d'une diaspora qui peuvent être particulièrement vulnérables 4 et devenir les premières victimes de cette ingérence. 5 6 Enfin, les mécanismes qui étaient en place pour protéger les élections de 2019 et de 2021 contre 7 l'ingérence étrangère, comparativement à ceux qui étaient en 8 9 place pour protéger les élections antérieures à 2019. In the second stage of the factual phase, the 10 Commission must analyze the country's capacity and means to 11 detect, prevent, and counter foreign interference, paying 12 attention to three main considerations: 13 14 First, how information is created, exchanged, assessed, and disseminated, and how advice for senior 15 decision-makers, including elected officials, is formulated. 16 17 Secondly, the support and protection measures in place to protect members of a diaspora who may be 18 19 particularly vulnerable and become the first victims of such interference. 20 21 Finally, the mechanisms that were in place to 22 protect the 2019 and 2021 elections from foreign 23 interference, compared to those that were in place in more recent elections. 24 Finally, in the policy phase of its work, the 25 Commission will think of ways to ameliorate state's capacity 26 to detect, prevent, and counter foreign interference, as well 27

International Reporting Inc.

as, if applicable, ways in which relevant information is

28

communicated to interested persons, and then formulate recommendations.

Finalement, dans la phase politique de ses travaux, la Commission s'interrogera sur comment améliorer la capacité de l'État, de détecter et de prévenir et de contrer l'ingérence étrangère, ainsi que, le cas échéant, sur la façon dont l'information pertinente est communiquée aux personnes intéressées. Puis, elle formulera des recommandations.

10 La Commission rédigera un second rapport à ce 11 sujet, qui en plus de ses conclusions de faits, comportera 12 l'ensemble de ses recommandations à l'égard des questions 13 soulevées dans son mandat. Celui-ci devra être déposé au plus 14 tard le 31 décembre 2024

La Commission fait ainsi face à deux défis importants. Le temps dont elle dispose, et le fait que la grande majorité des documents et des renseignements auxquels elle aura accès dans le cadre de ses travaux et sur lesquels elle se fondera pour parvenir à ses conclusions, seront vraisemblablement des documents dit classifiés.

Le temps limité dont elle dispose est prévu à son mandat, certes, mais il s'explique également par la nécessité d'examiner rapidement la question d'ingérence étrangère et de réfléchir afin de formuler aussi rapidement des recommandations pour augmenter la capacité du gouvernement à la détecter et à la contrecarrer.

27 Si ce défi du temps peut être relevé par le
28 travail de collaboration dont nous avons déjà parlé, celui

International Reporting Inc.

relatif au traitement de documents classifiés exigera un
 travail particulier dont il sera question au cours de la
 semaine qui vient.

En effet, qui dit renseignements et documents
classifiés, dit du même coup, renseignements et documents ne
pouvant être divulgués publiquement.

Or, une Commission d'enquête publique, comme
son nom l'indique, vise essentiellement à éclairer le public.
Le mandat qui lui a été confié implique ainsi une dualité
fondamentale : respecter les lois et les règles applicables
aux documents et aux informations classifiés, et maximiser la
transparence de ses travaux.

13 Heureusement, la Commission compte dans ses 14 rangs plusieurs avocats chevronnés ayant une très grande expérience des questions relatives à l'administration en 15 preuve de documents et d'informations classifiés. Un certain 16 nombre d'entres eux comptant d'ailleurs parmi les avocats 17 reconnus par la Cour fédérale pour agir à titre 18 19 d'amicus curie, ou en français, à titre d'amis de la Cour, lorsque celle-ci est appelée à trancher des différends en 20 cette matière. 21

Précisément pour déterminer les défis, les limites et les effets préjudiciables potentiels associés à la divulgation au public, d'informations et de renseignements classifiés, relatifs à la Sécurité nationale, le décret impose à la Commission l'obligation de tenir, au tout début de ses travaux, des audiences sur ces questions.

28

Ce sont ces audiences que j'ai qualifiées à

International Reporting Inc.

quelques reprises d'audiences préliminaires relatives à la
 confidentialité à des fins de Sécurité nationale, que nous
 entreprenons cette semaine.

Pourquoi les qualifier d'audiences 4 préliminaires ? Parce qu'elles permettront de préparer les 5 6 audiences publiques subséquentes qui elle, porteront sur les questions de fond. D'ailleurs, je souligne que les 7 présentations, les discussions et les témoignages qui auront 8 9 lieu cette semaine ne porteront que sur ce défi que pose la Sécurité nationale dans une Commission d'enquête et non sur 10 les questions de fond. 11

12 In fact, the work we will undertake this week 13 consists of first understanding the constraints arising from 14 the fact that many of the relevant pieces of information and 15 documents are classified; and secondly, considering the best 16 ways for the Commission to make public as much information as 17 possible during the hearings of Stages 1 and 2, and in its 18 reports.

19 During these preliminary hearings, we will hear from factual witnesses and recognized experts who, as we 20 21 wrote in our second notice to the public, will help the 22 Commission and the public understand both the risk that may arise from the disclosure of classified information, and the 23 practices that can be adapted to allow the disclosure of as 24 25 much information as possible. While adhering to applicable legal and national security constraints. 26

27 Here is what we are considering as a work28 schedule, subject, of course, to what we discover in the

#### International Reporting Inc.

1

course of the Inquiry.

2 Let us first clarify that the two phases of the work, which I referred to earlier, cannot be completely 3 separated from each other. The investigation that has begun 4 and the evidence that will be introduced at each series of 5 6 public hearings, whether they relate to Stage 1 or Stage 2, can and most certainly be useful in enabling us to understand 7 the situation in its entirety. Based on what we hear during 8 9 this week's hearings, the Commission will work to make disclosable the classified documents and information it has 10 already received, and will continue to receive, as it carries 11 on with the Inquiry concurrently -- I should say, as much as 12 13 possible.

À la lumière de ce qu'elle aura entendu lors des audiences de cette semaine, la Commission travaillera à en divulguant certains des documents. Il y a des informations classifiées qu'elle a déjà obtenues et qu'elle continuera d'obtenir, puisqu'elle poursuit son enquête en parallèle.

Once that is done, we will again hold public
hearings, probably at the end of March 2024, which will focus
on the issue raised in the first phase of our work.

La Commission devra-t-elle également tenir des audiences à huis clos, comme prévu à son mandat? Étant donné la quantité d'information classifiée en cause, il est fort probable que oui. Cela étant, la Commission tentera de trouver des moyens de communiquer l'essence de l'information qu'elle obtiendra lors des audiences à huis clos. Par exemple, par le biais d'un résumé.

International Reporting Inc.

Il est aussi possible que certaines personnes
 appelées à témoigner devant la Commission, et craignant pour
 leur sécurité ou celle de leurs proches, demandent que leur
 identité, et/ou que certaines informations soient gardées
 confidentielles. De telles demandes sont également
 susceptibles d'entraîner la tenue d'audiences à huis clos.

7 It is also possible that certain persons
8 called upon to testify before the Commission, who fear for
9 their safety or the safety of members of their family,
10 request that their identity be protected, and/or certain
11 information provided be kept confidential. Such requests may
12 lead to a need to hold in camera hearings.

13 À cet égard, je rappelle que la Commission a 14 adopté des règles de pratique et de procédure comportant de 15 nombreuses mesures visant à assurer la sécurité de ceux et celles qui lui fourniront de l'information. Ces règles, 16 quoique techniques, vu leur vocation, méritent d'être 17 consultées par ceux qui s'intéressent aux travaux de la 18 19 Commission. Elles peuvent d'ailleurs être consultées sur son site Web, sous la rubrique « Documents ». 20

21 Quant aux mesures pouvant être prises pour assurer la sécurité de certaines personnes, j'attire plus 22 particulièrement votre attention aux règles 51 et 82 à 85. 23 Il faut essentiellement en retenir que la Commission est bien 24 consciente qu'il pourrait être nécessaire de protéger 25 l'identité de certains témoins ou de certaines informations 26 que des citoyens ou des groupes lui communiqueront. 27 Les personnes qui demanderont que leur identité soit protégée 28

International Reporting Inc.

connaitront d'ailleurs ma décision à cet égard avant
 d'entreprendre leur témoignage ou de fournir des
 renseignements et des documents.

Generally speaking, the important thing to 4 remember is that the Commission is well aware that it may be 5 6 necessary to protect the identity of certain witnesses or certain information that citizens or groups will communicate, 7 and that I will not hesitate to do so when I deem it 8 9 appropriate. In fact, those who request that their identity be protected will know of my decision in this regard before 10 they undertake to testify or provide information and 11 documents. 12

13 J'ai par ailleurs l'intention d'assurer le 14 respect des droits de chacun lors des audiences à huis clos. Ainsi, il est possible que je choisisse de limiter la portée 15 d'un témoignage ou de ne pas tenir compte de certains 16 renseignements qui pourraient m'être communiqués lors de ces 17 audiences si j'estime que cela est nécessaire pour préserver 18 19 la réputation ou les droits des citoyens qui, je le rappelle, n'auraient pas dans de telles circonstances l'opportunité de 20 21 soumettre ce témoignage ou ces informations à l'épreuve du 22 contre-interrogatoire.

Je veux en outre rappeler que le témoignage ne sera pas le seul moyen de nous transmettre des informations. La Commission prévoit en effet établir un processus pour que ceux qui le souhaitent puissent communiquer leurs observations, leurs suggestions, et partager des expériences pertinentes qu'ils pourraient avoir

International Reporting Inc.

vécues en lien avec des questions relevant du mandat de la
Commission. Ce processus sera facile à utiliser et les
personnes qui le feront pourront demander que leur identité
et que certaines informations transmises soient protégées.
The Commission has established an email

address to facilitate sharing of confidential information.
Strict measures have been put in place to protect the
confidentiality of information sent via the email address,
also available on the Commission website.

At present, it is planned that the public 10 hearings during which the Commission will examine the 11 country's capacity and means to detect, prevent, and counter 12 13 foreign interference, Stage 2, will take place in September 14 2024. The factual investigation of Stage 2 will take place and will be followed by hearings on the policy phase of the 15 Commission, which will bring to light the research council's 16 work. Further details about the counsel members are -- may 17 be found on the website. 18

19 Concurrently, and throughout this work, the Commission will collaborate closely with the research 20 21 directorate, which has set up a research council made up of 22 four academics whose combined skills cover all aspects of the Commissions mandate. The council's role is to design and 23 24 implement a research program that will support the Commission in all aspects of its mandate. Experts will then be invited 25 to produce reports or take part in public roundtable 26 discussions with the aim of providing the insights the 27 Commission needs, in particular, with a view to submitting to 28

International Reporting Inc.

1 the government relevant and realistic recommendations on ways
2 to detect and counter interference, or at the very least, to
3 minimise its impacts.

For the time being, however, we must get on
with our preliminary hearings, and to do so, I give the floor
to Mrs. Chaudury. Thank you.

## 7 <u>--- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MS. SHANTONA</u> 8 CHAUDHURY:

9 MS. SHANTONA CHAUDHURY: Thank you,
10 Commissioner. Good morning, everyone.

11My name is Shantona Chaudhury, and I am lead12counsel to the Foreign Interference Commission.

Bonjour tout le monde. Je m'appelle Shantona
Chaudhury et je suis procureur en chef de la Commission sur
l'ingérance étrangère.

I am joined here today, in person and remotely, by a number of Commission counsel who have been working very hard to put this week's hearings together in a very short time. Gordon Cameron, Erin Dann, Jean-Philippe MacKay, Natalia Rodriguez, Daniel Sheppard, Hannah Lazare, Siobhan Morris, and Nicolas Saint-Amour.

As the Commissioner explained, this week's preliminary hearings are mandated by Clause a(i)(d) of the Commission's terms of reference, which direct the Commission to hold public hearings at the outset of its mandate on national security confidentiality.

It is important to understand that this weekis not yet about the actual substance of the Commission's

#### International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Chaudhury)

1 mandate. The Commission's investigation is ongoing. We
2 will, of course, have public hearings in due course. As the
3 Commissioner mentioned, we anticipate holding those hearings
4 in late March with respect to Clauses a(i) (A) and a(i) (B) of
5 the terms of reference, and in September, with respect to
6 Clause a(i) (C).

7 But for this week, the topic at hand is 8 national security on confidentiality. Over the course of the 9 week, we will be hearing from experts, former officials, and 10 current fact witnesses in an effort to explore the challenges 11 involved in dealing with classified information, and 12 importantly, to identify how the Commission can best meet 13 those challenges.

Je vais maintenant vous présenter un aperçu général de l'échéancier de la semaine. La journée d'aujourd'hui est introductive. Nous demanderons d'abord à tous les participants ou à leurs avocats de se présenter. Ensuite, les avocats de la Commission feront deux présentations.

La première portera sur le fonctionnement des commissions d'enquête en général, puis, plus précisément, le fonctionnement de la présente commission. La seconde abordera de manière générale la question de confidentialité en matière de sécurité nationale en traitant de certains concepts qui seront explorés en détails au cours de la semaine.

27 Les journées de mardi et mercredi seront
28 consacrées à des consultations d'experts. Tandis que les

#### International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Chaudhury)

journées de jeudi et vendredi seront réservées aux
 dépositions des témoins de fait.

Mardi, nous entendrons un panel universitaire
spécialisé dans des domaines pertinents, tels que le droit en
matière de sécurité nationale et le droit à l'information.
Les professeurs Leah West, Michael Nesbitt, et Pierre Trudel.
Il s'agira d'une discussion modérée suivie d'une séance de
questions-réponses, toutes deux animées par des avocats de la
Commission.

Mercredi, nous entendrons des anciens 10 responsables de la sécurité nationale et de la communauté du 11 renseignement. John Forster, ancien chef du Centre de la 12 13 sécurité des télécommunications, ou CST. Richard Fadden, 14 ancien directeur du Service canadien du renseignement de sécurité, ou SCRS, et ancien conseiller à la sécurité 15 nationale du premier ministre. Ainsi que Alan Jones, ancien 16 directeur adjoint des opérations au SCRS. Une fois de plus, 17 le format sera celui d'une discussion suivie d'une séance de 18 19 questions-réponses animée par un avocat de la Commission.

On Thursday, a panel of current officials in 20 21 the national security and intelligence community will 22 testify, David Vigneault, Director of the Canadian Security Intelligence Service, CSIS, Alia Tayyeb, Deputy Chief of 23 Signals Intelligence at the Communications Security 24 Establishment, or CSE, and Dan Rogers, Deputy National 25 Security Intelligence Advisor to the Prime Minister. 26 The witnesses will be examined by Commission 27 28 counsel, followed by cross-examination by the parties.

International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Chaudhury)

On Friday morning, Dominic LeBlanc, Minister 1 of Public Safety, Democratic Institutions and 2 Intergovernmental Affairs, will testify. He, too, will be 3 examined by Commission counsel, followed by cross-examination 4 by the parties. 5 On Friday afternoon, the Commissioner will 6 hear closing submissions from the participants, and that will 7 conclude the week. 8 9 Sur ce, j'aimerais vous remercier au nom de la Commission d'être présents, d'être à l'écoute et surtout 10 de votre volonté d'assister la Commission à accomplir son 11 mandat à la fois important et exigeant. 12 13 Merci. 14 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. So I now invite the participants or their 15 lawyers to introduce themselves. In the case of associations 16 or organizations, I will appreciate that you indicate which 17 interests you represent. The Commission already knows, but I 18 19 think it's a good idea for everyone attending the hearings to know it, too. 20 So let's start with the Government of Canada. 21 22 --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR Me GREGORY 23 TZEMENAKIS: 24 Me GREGORY TZEMENAKIS: Bonjour, Madame la commissaire, madame la conseiller... conseiller principal de la 25 Commission et collègue. 26 Je me présente, je m'appelle Gregory 27 Tzemenakis et avec mon collèque, Barney Brucker, nous sommes 28

International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Tzemenakis)

les avocats principaux pour le gouvernement du Canada. 1 2 Nous avons aussi Alice Henley avec nous. Please allow me to make two very brief 3 introductory observations. 4 First, it is foundational to Canada's 5 6 democracy that Canadians have confidence in free and fair elections. The Government of Canada is committed to 7 supporting the work of the Inquiry and in reinforcing the 8 confidence of Canadians. 9 Second, as we enter into these hearings on 10 the challenges posed by dealing with largely classified 11 information, we will offer a perspective that looks at the 12 13 full range of public interests, including ensuring that 14 Canadians are well informed of the risks of foreign interference. 15 There are tools that would allow us to 16 17 achieve this goal while upholding the public interest in protecting certain categories of information. 18 19 Merci. COMMISSIONER HOGUE: Merci beaucoup. 20 21 So we can go on with the Office of the 22 Commissioner of Canada Elections. --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR Me CHRISTINA 23 24 MAHEUX: Me CHRISTINA MAHEUX: Bonjour, je m'appelle 25 Christina Maheux et je suis conseillère stratégique et 26 avocate principale au Bureau de la Commissaire aux élections 27 fédérales, le BCEF, auquel la qualité pour agir comme 28

International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Maheux)

participant pour les deux volets de cette commission 1 d'enquête publique a été accordée. 2 3 Je serai accompagnée au cours des prochains jours par mon collègue Luc Boucher qui est absent 4 aujourd'hui. 5 6 La commissaire aux élections fédérales est la haute fonctionnaire indépendante chargée de veiller à 7 l'observation et au contrôle d'application de la Loi 8 9 électorale du Canada. L'ingérence étrangère dans les processus 10 démocratiques fédéraux est un enjeu que la commissaire aux 11 élections fédérales, madame Caroline Simard, prend très au 12 13 sérieux. Le BCEF remercie la commissaire Hoque pour 14 l'opportunité que représente cette participation. Le BCEF se réjouit de pouvoir contribuer et collaborer à la réalisation 15 du mandat important de cette commission d'enquête. 16 17 Merci. COMMISSAIRE HOGUE: Merci beaucoup. 18 19 The Human Rights Coalition. --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MS. HANNAH 20 21 TAYLOR: 22 MS. HANNAH TAYLOR: Commissioner Hoque, participants and fellow counsel, valued members of the media 23 24 and the public, my name is Hannah Taylor, counsel for the Human Rights Coalition. My pronouns are she or they, and I 25 can be referred to as "Ms. Taylor" or "Counsel Taylor". 26 My co-counsel for these hearings is David 27 28 Matas, sitting to my right, whose pronouns are he/him and who

International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Taylor)

1	can be referred to as Mr. Matas.
2	The Human Rights Coalition is comprised of
3	eight community organizations engaged in work for the rights
4	of several diaspora communities particularly vulnerable to
5	transnational repression and the effects of foreign
6	interference in Canada. These organizations are Human Rights
7	Action Group, Uyghur Rights Advocacy Project, Falun Gong
8	Human Rights Group, Canada-Hong Kong Link, Democratic Spaces,
9	HIDMONA-Eritrean Canadians Human Rights Group of Manitoba,
10	Security and Justice for Tigrayans Canada and the Alliance of
11	Genocide Victim Communities.
12	Thank you for the opportunity to participate
13	in the Commission's work.
14	COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
15	Let's go now with the Russian-Canadian
15 16	Let's go now with the Russian-Canadian Democratic Alliance.
	-
16	Democratic Alliance.
16 17	Democratic Alliance.
16 17 18	Democratic Alliance. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. GUILLAUME SIROIS:
16 17 18 19	Democratic Alliance. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. GUILLAUME SIROIS: MR. GUILLAUME SIROIS: Good morning. I'm
16 17 18 19 20	Democratic Alliance. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. GUILLAUME SIROIS: MR. GUILLAUME SIROIS: Good morning. I'm Guillaume Sirois from Power Law. I will be representing the
16 17 18 19 20 21	Democratic Alliance. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. GUILLAUME SIROIS: MR. GUILLAUME SIROIS: Good morning. I'm Guillaume Sirois from Power Law. I will be representing the Russian-Canadian Democratic Alliance for the Commission,
16 17 18 19 20 21 22	Democratic Alliance. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. GUILLAUME SIROIS: MR. GUILLAUME SIROIS: Good morning. I'm Guillaume Sirois from Power Law. I will be representing the Russian-Canadian Democratic Alliance for the Commission, along with my colleague, Mark Power.
16 17 18 19 20 21 22 23	Democratic Alliance. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. GUILLAUME SIROIS: MR. GUILLAUME SIROIS: Good morning. I'm Guillaume Sirois from Power Law. I will be representing the Russian-Canadian Democratic Alliance for the Commission, along with my colleague, Mark Power. The RCDA's core mission is to support the
16 17 18 19 20 21 22 23 24	Democratic Alliance. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. GUILLAUME SIROIS: MR. GUILLAUME SIROIS: Good morning. I'm Guillaume Sirois from Power Law. I will be representing the Russian-Canadian Democratic Alliance for the Commission, along with my colleague, Mark Power. The RCDA's core mission is to support the development of the Russian-Canadian community around the
16 17 18 19 20 21 22 23 24 25	Democratic Alliance. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. GUILLAUME SIROIS: MR. GUILLAUME SIROIS: Good morning. I'm Guillaume Sirois from Power Law. I will be representing the Russian-Canadian Democratic Alliance for the Commission, along with my colleague, Mark Power. The RCDA's core mission is to support the development of the Russian-Canadian community around the ideals of democracy, human rights, civil liberties and the

## International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Sirois)

1 witnesses from the diaspora will be heard.

Comme l'a souligné la commissaire dans son discours d'ouverture, les membres de la diaspora sont les premières victimes d'ingérences étrangères, elles ont donc le plus grand intérêt à voir plus d'informations sur cette menace et sur les actions du gouvernement en réponse à cette menace.

L'Alliance démocratique des Canadiens russes 8 9 espère que la Commission va rencontrer son mandat de maximiser le degré de transparence à l'égard du public, mais 10 cette transparence servira raisonnablement non seulement à 11 restaurer la confiance du public dans nos institutions 12 13 démocratiques, mais donnera aussi à la diaspora des 14 informations cruciales pour mieux se protéger contre l'ingérence étrangère. 15

Merci.

16

17 COMMISSAIRE HOGUE: Merci, Maitre Sirois.

18 The Canadian Ukrainian Congress. I think19 they are on the video.

# 20 --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. JOHN 21 DOODY:

22 MR. JOHN DOODY: Good morning, Commissioner.
 23 COMMISSIONER HOGUE: Good morning.
 24 MR. JOHN DOODY: My name is Jon Doody. I

25 represent the Ukrainian Canadian Congress along with Donald26 Bayne.

27 The Ukrainian Canadian Congress is the voice28 of Canada's Ukrainian community. It's an umbrella

International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Doody)

1	organization representing the national, provincial and local
2	Ukrainian organizations within Canada, and our interest is in
3	particular on how Russia's interference has impacted
4	Ukrainian Canadians specifically.
5	Thank you.
6	COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
7	Michael Chong?
8	OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. GIB van
9	ERT:
10	MR. GIB van ERT: Bonjour, Madame la
11	commissionnaire. My name is Gib van Ert. With me is Fraser
12	Harland, and we are counsel for the Honourable Michael Chong,
13	MP.
14	COMMISSIONER HOGUE: Han Dong?
15	OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. MARK
15 16	OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. MARK POLLEY:
16	POLLEY:
16 17	POLLEY: MR. MARK POLLEY: Good morning, Commissioner.
16 17 18	POLLEY: MR. MARK POLLEY: Good morning, Commissioner. I'm Mark Polley and I'm accompanied by Jeffrey Wang and also
16 17 18 19	POLLEY: MR. MARK POLLEY: Good morning, Commissioner. I'm Mark Polley and I'm accompanied by Jeffrey Wang and also online by Emily Young. And we represent the Honourable MP
16 17 18 19 20	POLLEY: MR. MARK POLLEY: Good morning, Commissioner. I'm Mark Polley and I'm accompanied by Jeffrey Wang and also online by Emily Young. And we represent the Honourable MP Han Dong.
16 17 18 19 20 21	POLLEY: MR. MARK POLLEY: Good morning, Commissioner. I'm Mark Polley and I'm accompanied by Jeffrey Wang and also online by Emily Young. And we represent the Honourable MP Han Dong. Thank you.
16 17 18 19 20 21 22	POLLEY: MR. MARK POLLEY: Good morning, Commissioner. I'm Mark Polley and I'm accompanied by Jeffrey Wang and also online by Emily Young. And we represent the Honourable MP Han Dong. Thank you. COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
16 17 18 19 20 21 22 23	POLLEY: MR. MARK POLLEY: Good morning, Commissioner. I'm Mark Polley and I'm accompanied by Jeffrey Wang and also online by Emily Young. And we represent the Honourable MP Han Dong. Thank you. COMMISSIONER HOGUE: Thank you. Jenny Kwan?
16 17 18 19 20 21 22 23 24	POLLEY: MR. MARK POLLEY: Good morning, Commissioner. I'm Mark Polley and I'm accompanied by Jeffrey Wang and also online by Emily Young. And we represent the Honourable MP Han Dong. Thank you. COMMISSIONER HOGUE: Thank you. Jenny Kwan? OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. SUJIT
16 17 18 19 20 21 22 23 24 25	POLLEY: MR. MARK POLLEY: Good morning, Commissioner. I'm Mark Polley and I'm accompanied by Jeffrey Wang and also online by Emily Young. And we represent the Honourable MP Han Dong. Thank you. COMMISSIONER HOGUE: Thank you. Jenny Kwan? OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. SUJIT CHOUDHURY:

## International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Choudhry)

I'm joined by my co-counsel, Mani Kakkar. 1 2 Thank you. 3 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. Michael Chan, I think, is on video, or his 4 counsel. 5 --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. JOHN 6 7 CHAPMAN: 8 MR. JOHN CHAPMAN: Yes, Madam Commissioner. 9 It's John Chapman. I and my colleague, Andy Chan, represent Mr. Chan. And Andy is on the Zoom as well. 10 COMMISSIONER HOGUE: 11 Thank you. 12 And we have the Centre for Free Expression. 13 --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE PAR MR. JOHN 14 MATHER: MR. JOHN MATHER: Yes. Good morning, 15 Commissioner. My name is John Mather. I'm attending this 16 morning with my colleague, Michael Robson. We represent the 17 Centre for Free Expression. 18 19 The CFE is a non-partisan research public education and advocacy centre based out of the Toronto 20 21 Metropolitan University. Among other things, the CFE 22 advocates for the public's right to information about its government and public institutions. 23 24 The right to information is a fundamental component of the right to free expression. If Canadians are 25 deprived of information about their government, there cannot 26 be informed public discourse, and informed public discourse 27 is a foundation of genuine democracy. 28

International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Mather)

The CFE welcomes and thanks the Commissioner 1 2 for the opportunity to participate in the Commission's process and to assist the Commission in achieving its mandate 3 to maximize transparency. Transparency is necessary to 4 ensure Canadians have confidence in their elections. 5 6 Canadians have the right to know what happened, how their government responded and the ongoing 7 threats that may persist and we hope, through this process, 8 that the Canadians will not be left in the dark. 9 Thank you. 10 11 COMMISSIONER HOGUE: Thank you. The Churchill Society. 12 13 --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MS. MALLIHA 14 WILSON: MS. MALLIHA WILSON: Good morning. 15 COMMISSIONER HOGUE: It's going to be on 16 video, I think. 17 MS. MALLIHA WILSON: Yes. Good morning, 18 19 Madam Commissioner and Commission Counsel. My name is Malliha Wilson. You can refer to me as Ms. Wilson or 20 Counsel Wilson. 21 22 The Churchill Society for the Advancement of 23 Parliamentary Democracy is a non-partisan charitable 24 organisation that facilitates discussion and debate about Canada's parliamentary democracy. Our work celebrates and 25 upholds the integrity of democratic institutions. And our 26 direct interest in this inquiry stems from that work, and our 27 participation will serve as a bulwark against the erosion of 28

International Reporting Inc.

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Wilson)

1	public confidence in these institutions by reassuring our
2	many supporters that our voice is heard. Thank you.
3	COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
4	The Pillar Society.
5	OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. DANIEL
6	STANTON:
7	MR. DANIEL STANTON: Good morning,
8	Commissioner. Bonjour à tous. I'm Dan Stanton. I'm on the
9	board of directors of the Pillar Society.
10	Formed in 1994, the Pillar Society is an
11	organisation of former members of the Canadian Security
12	Intelligence Service and members of the former RCMP Security
13	Service. We have a very particular set of skills relating to
14	intelligence collection, human source assessment and
15	protection, as well as the disclosure of intelligence and the
16	intelligence to evidence challenge.
17	As noted by the Commissioner in her rationale
18	for accepting Pillar's application, and I quote:
19	"As former members of Canada's
20	intelligence community, Pillar
21	Society members may offer a different
22	perspective than current
23	representatives of CSIS and other
24	government bodies. I acknowledge
25	that the Pillar Society may present a
26	different perspective on a range of
27	intelligence and machinery of
28	government issues, and that the

International Reporting Inc.
OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Stanton)

	(Stanton)
1	Commission would benefit from diverse
2	viewpoints." (As read)
3	The Pillar Society is very honoured and
4	enthusiastic about participating in this inquiry. Thank you.
5	COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
6	Democracy Watch.
7	OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. WADE
8	POZIOMKA:
9	MR. WADE POZIOMKA: Good morning,
10	Madam Commissioner. My name is Wade Poziomka, and I, along
11	with my colleague, Nick Papageorge, represent Democracy Watch
12	national nonprofit and nonpartisan organisation advocating
13	for democratic reform, government accountability, and
14	corporate responsibility.
15	COMMISSIONER HOGUE: The Conservative Party
15 16	<b>COMMISSIONER HOGUE:</b> The Conservative Party of Canada, I think on video.
	_
16	of Canada, I think on video.
16 17	of Canada, I think on video.
16 17 18	of Canada, I think on video. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NANDO De LUCA:
16 17 18 19	of Canada, I think on video. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NANDO De LUCA: MR. NANDO De LUCA: Good morning,
16 17 18 19 20	of Canada, I think on video. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NANDO De LUCA: MR. NANDO De LUCA: Good morning, Madam Commissioner. My name is Nando De Luca. I'm appearing
16 17 18 19 20 21	of Canada, I think on video. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NANDO De LUCA: MR. NANDO De LUCA: Good morning, Madam Commissioner. My name is Nando De Luca. I'm appearing on behalf of the Conservative Party of Canada.
16 17 18 19 20 21 22	of Canada, I think on video. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NANDO DE LUCA: MR. NANDO DE LUCA: Good morning, Madam Commissioner. My name is Nando De Luca. I'm appearing on behalf of the Conservative Party of Canada. COMMISSIONER HOGUE: Good morning. Thank
16 17 18 19 20 21 22 23	of Canada, I think on video. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NANDO DE LUCA: MR. NANDO DE LUCA: Good morning, Madam Commissioner. My name is Nando De Luca. I'm appearing on behalf of the Conservative Party of Canada. COMMISSIONER HOGUE: Good morning. Thank you.
16 17 18 19 20 21 22 23 24	of Canada, I think on video. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NANDO DE LUCA: MR. NANDO DE LUCA: Good morning, Madam Commissioner. My name is Nando De Luca. I'm appearing on behalf of the Conservative Party of Canada. COMMISSIONER HOGUE: Good morning. Thank you. The Chinese Canadian Concern Group on the
16 17 18 19 20 21 22 23 24 25	of Canada, I think on video. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NANDO DE LUCA: MR. NANDO DE LUCA: Good morning, Madam Commissioner. My name is Nando De Luca. I'm appearing on behalf of the Conservative Party of Canada. COMMISSIONER HOGUE: Good morning. Thank you. The Chinese Canadian Concern Group on the Chinese Communist Party's Human Rights Violations.
16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26	of Canada, I think on video. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NANDO DE LUCA: MR. NANDO DE LUCA: Good morning, Madam Commissioner. My name is Nando De Luca. I'm appearing on behalf of the Conservative Party of Canada. COMMISSIONER HOGUE: Good morning. Thank you. The Chinese Canadian Concern Group on the Chinese Communist Party's Human Rights Violations. OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. NEIL

OPENING REMARKS/ REMARQUES D'OUVERTURES (Chantler)

Madam Commissioner, Commission Counsel, participants, and
 counsel. My name is Neil Chantler, and I am counsel for the
 Chinese Canadian Concern Group on the Chinese Communist
 Party's Human Rights Violations.

5 The Concern Group is a grassroots 6 organisation formed in 2020. Its members are Hong Kong 7 immigrants to Canada with a wide range of backgrounds and 8 professions, including journalists, professors, engineers, 9 and religious leaders, many of whom have been the target of 10 foreign interference.

11 The Concern Group's mission is to observe and 12 expose human rights violations by the Chinese Communist Party 13 and China's influence on Canada's political, economic, and 14 academic arenas. The Concern Group looks forward to 15 contributing to this inquiry, and has been granted intervenor 16 standing in the fact finding phase and standing in the policy 17 phase of the inquiry. Thank you.

18 COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
19 Senator Pau Woo, I think on video.

# 20 --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE SENATOR YUEN 21 PAU WOO:

22 SENATOR YUEN PAU WOO: Bonjour, Madame la
 23 Commissionnaire. Je suis un sénateur indépendant
 24 représentant la Colombie-Britannique.

I am very pleased to be part of this
 Commission and look forward to working with all of you.
 COMMISSIONER HOGUE: Thank you.
 Erin O'Toole. I think his counsel is on

International Reporting Inc.

video. 1 --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. TOM 2 3 **JARMYN**: Good morning, Commissioner. MR. TOM JARMYN: 4 My name is Tom Jarmyn, and, along with my colleague, Preston 5 6 Lim, we represent the Honourable Erin O'Toole. Mr. O'Toole was first selected as a member of parliament for Durham in 7 2012, and was the leader of the Conservative Party of Canada 8 during the 2021 election. And we look forward to 9 participating in this process. Thank you. 10 COMMISSIONER HOGUE: 11 Thank you. The Media Coalition. 12 13 --- OPENING REMARKS BY/REMARQUES D'OUVERTURE DE MR. CHRISTIAN 14 LeBLANC: MR. CHRISTIAN LEBLANC: Bonjour, Madame la 15 Commissaire. Christian Leblanc. Fasken. Je suis accompagné 16 de Me Patricia Hénault qui sera en virtuel ce matin, mais qui 17 se joindra à nous en personne cet après-midi ou demain matin. 18 19 La Coalition des médias est formée de CTV, Global, Torstar, CBC/Radio-Canada, Québécor Média et le 20 21 journal La Presse. 22 We're here to assist and, as much as we can, 23 quide the Commission on what we think are very important 24 principles of publicity. And on confidentiality matters, we know that the Commission is very keenly aware of that, and 25 I'm glad that it was repeated this morning. 26 And we will be here to make sure and defend 27 28 the right of the public to information and at the disposal of

the Commission to do so. Merci. 1 COMMISSIONER HOGUE: Merci, M. Leblanc. 2 And I think the last one is the NDP, but they 3 are not present this morning if I am right. 4 Did I cover everyone, or am I missing anyone? 5 I don't think so. Just think -- everyone has been covered. 6 Perfect. 7 8 So we'll go on, and I realise I don't have the.... 9 It's -- is it time for the break? I think 10 so, huh, because it's 10:54? Yes? Okay. So we'll take the 11 break. 12 13 THE REGISTRAR: We are now in recess for 14 10 minutes, or 20 minutes. --- Upon recessing at 10:55 a.m./ 15 la séance est suspendue à 10h55 16 --- Upon resuming at 11:20 a.m./ 17 la séance est reprise à 11h20 18 19 THE REGISTRAR: Order, please. À l'ordre, s'il vous plaît. 20 This sitting of the Foreign Interference 21 22 Commission is back in session. Cette séance de la Commission 23 sur l'ingérence étrangère a repris. COMMISSIONER HOGUE: So I would invite Maître 24 Natalia Rodriguez to come to the podium, I think, to make the 25 first presentation. 26 --- PRESENTATION BY/PRÉSENTATION PAR MS. NATALIA RODRIGUEZ: 27 28 MS. NATALIA RODRIGUEZ: Thank you, Madam

1 Commissioner.

Good morning, everyone. My name is Natalia Rodriguez and I'm Commission Counsel. Today's presentation will be an overview of Commissions of Inquiry generally, and also, a look into the Foreign Interference Commission specifically.

7 If any of the participants have any questions
8 about this presentation or the presentation that will follow
9 in the afternoon, please feel free to email the Commission
10 with any questions.

So as an overview, I will be looking at the 11 mandate of the Foreign Interference Commission, the history 12 13 of Commissions of Inquiry, different types of Commissions of 14 Inquiry, the fact of the fundamental principle of independence that all Commissions enjoy, the type of process 15 which is inquisitorial and not litigation in nature, the 16 usefulness of Commissions of Inquiry. I will also then look 17 at some other investigative or policy inquires as compared to 18 19 Commissions of Inquiry. And then finally, we will take a look at the Foreign Interference Commission and some of the 20 21 characteristics of this Commission in particular.

Just having a little technical difficultieswith the clicker. Oh, there we go. Thank you very much.

So to start, the Foreign Interference Commission has an overarching mandate to examine and assess foreign interference in federal electoral processes and democratic institutions, particularly with respect to the 2019 and 2021 general elections, and to make recommendations

# International Reporting Inc.

with respect to that mandate to the government. 2 Commissions of Inquiry have a long history in Canada. In fact, the federal Inquiries Act was enacted in 3 1867. So since Confederation, there have been 373 federal 4 Commissions of Inquiry, including this one, so this is number 5 6 373. And Commissions of Inquiry have covered and looked into many of the most pressing issues of those times, including 7 inflation, health, the environment, pipelines, terrorism, and 8 9 missing and murdered Indigenous women and girls. There are three different types of 10 Commissions of Inquiry. The first is investigative 11 inquiries, and those make findings of fact about an incident 12 13 or an institutional or systemic problem. For example, 14 allegations of corruption and the proposed recommendations 15 based on those fact findings to government. This type of inquiry is set up to investigate 16 a past events or a series of events. And as the Supreme 17 Court of Canada said in 1995, it is often in the wake of 18 19 public shock, horror, disillusionment, or skepticism in order to uncover the truth. This type of Commission of Inquiry 20 21 examines the conduct of individuals and organizations that 22 may be relevant to past events. And the mandate and purpose here is to explain what went wrong and why. It's not to 23 ascribe any kind of liability, civil, criminal or otherwise. 24 25 Now the second type of Commissions of Inquiry is the policy inquiry. For example, the Royal Commission of 26 Aboriginal Peoples. And these are more informal than 27 28 investigative inquiries. The focus here is on research,

#### International Reporting Inc.

36

consulting and developing policy options for government.
 Commissions of this type are mandated to examine a particular
 area of public policy and to make recommendations for future
 policy direction. The primary task here is to gather
 information about an issue and to use it to create a
 blueprint for future legislation and policy.

Now the third type of Commissions of Inquiry
are the blended Commissions of Inquiry, which have both an
investigative and a policy function. And the last example
that we have on the federal front is the Public Order
Emergency Commission, which concluded in February of last
year.

13 Now this one, this type of inquiry can be 14 often more complex because it has two completely different stages. And so each stage demands a particular type of 15 evidence and analytical tools. Each requires its own kind of 16 expertise and its own workload, and sometimes its own 17 dedicated team. So to manage these practical and analytical 18 19 challenges, the Terms of Reference, which is the mandate that is given to the Commission by the government, may divide the 20 21 inquiry's work into two separate phases; the first being a 22 quasi-judicial phase of fact finding, and the other one is a 23 less legalistic research process to formulate policy recommendations. 24

Now the Foreign Interference Commission, as
you have likely guessed, is a blended type of commission.
There is an investigative phase, which is set out in the
Terms of Reference clause A-1(a) and A-1(d) -- sorry, A-1(b)

# International Reporting Inc.

and A-1(c), and there's a policy phase, which is set out in
 the Terms of Reference, clause A-1(e).

Now, this Commission of Inquiry is unique in that it also has a third type of stage that doesn't fit quite nicely into the investigative or policy phase, and that's set out in Clause D of the Terms of Reference, which require preliminary hearings into national security confidentiality, and that's what we're doing today.

9 Now, commissions of inquiry are based on a fundamental principle of independence. Commissions of 10 inquiry are established by government, and its terms of 11 reference, or its mandate, is also provided to the commission 12 13 by the government. However, commissions of inquiry are 14 independent from the Executive Branch, and owe allegiance only to the people of Canada. They are non-partisan, and 15 they carry out their work in an independent, impartial, and 16 neutral manner. They are not beholden to political 17 interests, but rather the work is done in the public 18 19 interest.

20 Once the terms of reference that are drafted 21 by the government are in place, the government no longer has 22 any control or direction over the process or the procedure of 23 the Inquiry. This is unless the Terms of Reference are 24 amended by Order in Council. So the commission receives its 25 mandate and carries out that mandate in an independent 26 manner.

27 Another feature of commissions of inquiry is28 that they are not part of the justice system; they're not

# International Reporting Inc.

part of the judicial system. They're a different type of 1 2 process that is not akin to what many lawyers may be familiar with, which is the litigation process. This is not a 3 litigation process; it is not an adversarial process. 4 So in an adversarial system, which is the 5 6 system that we have here in Canada, there are two advocates, each side representing the interests of one party, and 7 there's also a neutral decision-maker, who hears arguments 8 9 from both sides and makes a decision. However, a commission of inquiry is not that. 10 It is more akin to an inquisitorial system, which is used in 11 many civil law systems around the world, including in many 12 13 European countries, where a judge investigates and decides 14 the case. In this case, a commission is also 15 investigating the facts, although there is no civil or 16 criminal liability, as I mentioned. 17 In the report of the Ipperwash Inquiry, the 18 19 Commissioner said: "A public inquiry is more 20 21 inquisitorial than adversarial, in 22 that the objective of those involved 23 in the process is to uncover the 24 truth, rather than to establish 25 liability." (As read) In this case, evidence is called by 26 Commission counsel, not by the counsel for the parties or the 27 participants. There are no strict rules of evidence like you 28

39

would have in a courtroom, but there are still principles of
 fundamental justice that are observed, and procedural
 fairness.

Commissioners draft their Rules of Procedure
that govern their inquiries, generally with the input from
participants; so again, a very different type of process than
litigation.

8 Why are commissions of inquiry useful? Well, 9 they provide an independent and non-partisan review of 10 events, issues in government; they're able to tackle long-11 term and complex issues; they're free from many of the 12 institutional impediments or red tape that can sometimes 13 constrain other branches of government, and they're also 14 subject to judicial review.

The objectives here are informing and educating the public, politicians, and government, and making recommendations that are aimed at resolving issues and developing policy.

19 Commissions of inquiry have a wide range of 20 investigative powers. Because each commission of inquiry is 21 unique, has a unique mandate, a unique timeline, and it 22 established under unique circumstances, the commission can be 23 staffed with expertise that accord with those specific needs 24 of that commission.

Now, there are other bodies and entities that
also fulfil a function in our democracy, looking into issues,
be they factual issues or policy issues. For example, there
are Parliamentary committees that look into some of these

International Reporting Inc.

issues; there's departmental investigations; the policy 1 branches of departments also fulfil some of this function. 2 There are government and intergovernmental task forces; 3 advocacy groups and think tanks often carry out some of this 4 work. And then on the criminal side, there's criminal 5 6 investigations and prosecutions. However, all of these are very different from commissions of inquiry and serve a 7 slightly different purpose. 8

9 Parliamentary committees, how do they compare
10 to commissions of inquiry? Well, they can compel evidence,
11 like commissions of inquiry can, but they are partisan by
12 nature. So that's one distinction.

13 The work of the Parliamentary committee can 14 also die, or be dissolved, if Parliament is dissolved in the 15 middle of their work. They also have no structured format 16 for questioning witnesses and reviewing documents.

17 Departmental investigations are established under Part II of the Inquiries Act. They can also compel 18 19 evidence; however, they are not independent from government as they are established and overseen by a government 20 21 Minister. They're normally limited in scope, and the scope 22 is the business of that department and the conduct of official duties in the service of that department. So 23 24 they're not looking at broader issues beyond those of their 25 department.

Departments generally have policy branches, and they also carry out some policy work; however, they do not have the ability to compel evidence; they're not

#### International Reporting Inc.

independent from government; there's no public oversight or transparency into what goes on in those departments, and they often are consumed by more urgent shorter-term tasks and shorter-term issues within the government, and so this may limit their ability to tackle long-term or more complex policy issues.

42

Government and intergovernmental task forces
do not have the power to compel evidence, and they are not
independent from government.

Advocacy groups and think tanks, as I mentioned, sometimes carry out some of this policy work. They do not have the ability to compel evidence. They are often animated by a particular ideological perspective, and they often lack the resource and expertise for effective investigation, policy-making such as that done by a commission of inquiry.

17 Criminal investigations and prosecutions,
18 obviously very different. They focus on individuals'
19 criminal liability in either defending or proving a charge,
20 so very limited in scope.

21 And so those are some other investigatory 22 bodies that carry out similar, and at times, overlapping work but have very different features than commissions of inquiry. 23 Now, commissions of inquiry are created and 24 funded by legislation. The Government of Canada under 25 section 2 of the Federal Inquiries Act, created the Foreign 26 Interference Commission through an Order in Council on 27 September 7, 2023. 28

1 The Inquiries Act allows the Governor in 2 Council to establish an inquiry to investigate any matter 3 connected with the good government or public business of 4 Canada. And this Order in Council of September 7, 2023 5 included the terms of reference for this Commission, and 6 we'll look at those Terms of Reference in a little bit more 7 detail.

43

8 So after the Foreign Interference Commission
9 completes its report and submits it, it does not play any
10 role in implementing any recommendations.

There were four additional Orders in Council 11 that relate to this Inquiry, three of them were made on 12 13 September 7<sup>th</sup>. The first designated the Commission as a 14 funded government department under the Financial 15 Administration Act, which is necessary for funding to have the Commission's work go forward. 16 The second amended the Security of Information Act to permanently bind the 17 Commissioner and her staff to secrecy under the Act. The 18 19 third amended the Canada Evidence Act to allow the Commissioner and staff to review classified information. 20 And 21 there was a final Order in Council with respect to this 22 Inquiry on December  $21^{st}$ , and that extended the first deadline of the first report to May 3<sup>rd</sup>, 2024. 23

So this chart provides an overview of the terms of reference. As I mentioned, there is a clause A, B, C, D, and E. A, B, and C, refer to the factual phase of the inquiry; clause D relates to these hearings that are being held this week with respect to national security

confidentiality, and clause E sets out the requirement that
 the Commissioner make policy recommendations.

3 So clause A, as we are probably all familiar 4 with, requires the Commissioner to examine and assess 5 interference by China, Russia, and other foreign states or 6 nonstate actors, with respect to the 2019 and 2021 general 7 elections, as well as any impacts on those elections, and to 8 confirm the integrity of and any potential impacts on those 9 elections.

10 Clause B requires the Commissioner to examine 11 and assess, with respect to the 2019 and 2021 elections, the 12 flow of information to senior decisionmakers, the flow of 13 information between the Security and Intelligence Threats to 14 Elections Taskforce and the Critical Election Incident Public 15 Protocol Panel, and to also examine and assess actions taken 16 in response to the flow of information.

17 Clause C requires the Commissioner to examine 18 and assess the capacity of relevant federal departments, 19 agencies, institutional structures, and government processes 20 to detect, deter, and encounter any form of foreign 21 interference directly or indirectly targeting Canada's 22 democratic processes, with some specific issues to look at as 23 well, including the effect on members of the diaspora groups.

Clause D, as I mentioned, is the clause in the terms of reference that establishes these hearings with respect to classified and national security information and intelligence, and to identify challenges, limitations, and potential adverse impacts associating with the disclosure of

# International Reporting Inc.

1 this type of information to the public.

2 And as I mentioned, clause E is the clause3 that requires policy recommendations.

45

So the work of the Commission, as we've just seen, is quite vast, and it is divided up into different phases and stages of work. So this chart sets out the different stages in order, chronological order. So on the very left, we have the preliminary hearings that we're conducting this week, and that refers to clause D of the terms of reference.

Next, is Stage 1 of the fact finding phase, 11 and that will encompasses -- encompass clauses A and B. So 12 13 it's looking at foreign interference in the 2019 and 2021 14 general elections, as well as the flow of information in relation to those elections and foreign interference. After 15 that, the Commission's initial report is due on May 3rd, 16 17 2024, and we saw the Order In Council that extended that deadline. 18

19 Stage 2 of the fact finding phase is set out 20 in clause C of the terms of reference, and that relates to, 21 generally, the government's capacity to detect, deter, and 22 counter foreign interference, as well as its capacity to 23 protect vulnerable diaspora members and other specific 24 issues.

And finally, when that phase is concluded, the fact finding phase is concluded, the policy phase, which is set out in clause E, will have its moment to shine, and then a final report is due December 31st, 2024.

So while the government provides the 1 Commission with its terms of reference, and therefore, its 2 3 scope of work, the Commission establishes the quiding principles which are akin to a lens through which it will 4 carry out its work. Generally, most commissions of inquiry 5 6 establish some guiding principles, and these are -- the ones appear on this slide are the five that the Commission on 7 foreign interference will be using as its lens through which 8 to guide its work. And these are also set out at 9 paragraph 11 of the Rules of Practice and Procedure. 10 So the first one is transparency. The 11 Commission's proceedings and processes must be as open and 12 13 available to the public as is reasonably possible, consistent 14 with the requirements of national and personal security and 15 other applicable confidences and privileges. The Commission will work to assure 16 Fairness. fairness to the public and the participant throughout the 17 The Commission will take into account and proceedings. 18 19 balance the interests of the public, including the right to be informed; the interests of individuals, and the interests 20 21 of national security. The Commission will afford fair 22 treatment to all those involved or implicated. The third quiding principle is thoroughness. 23 The Commission will examine the relevant issues with care so 24 that there can be no doubt that the questions raised by the 25 Commission's mandate are explored and answered as thoroughly 26 as possible within the timeframe allocated. 27

46

28 Expeditiousness. The Commission is operating

under a very tight schedule and must conduct its work
 accordingly.

3 And finally, proportionality. The Commission will allocate the limited investigative and hearing time 4 available in proportion to the importance and relevance of 5 6 matters to the Commission's mandate and the relative contributions that the Commissioner determines each 7 participant is able to make to an issue, with the objective 8 9 of ensuring that the time available to the Commission, which again I must stress is brief, is directed to properly 10 fulfilling the Commission's mandate. 11

Transparency is of utmost importance in the 12 13 Foreign Interference Commission. It's a primary objective of 14 commissions of inquiry to inform the public as to what has happened and why. However, much of the information produced 15 to the Foreign Interference Commission is classified in its 16 nature, and we'll hear more about that in the presentation in 17 the afternoon, and its disclosure could prejudice national 18 19 security. So the Commission must find a balance that informs the public without jeopardising national security. 20

The terms of reference specifically require that the Commission maximise public transparency but take the necessary steps to protect national interests. The terms of reference also mandate in clause D these public hearings to help achieve the right balance.

In conducting its work, the Commission has
certain powers, as I mentioned before. It can summon
witnesses. It can require them to produce documents and

# International Reporting Inc.

things that the Commissioner deems necessary to the inquiry. It can receive and review any relevant document, and this is set out in our terms of reference. It can hire experts, clerks, reporters, assistants, and counsel to assist the inquiry. And finally, it can hold public and in-camera hearings.

Now, we recently concluded the standing phase
of the Commission, and some members of the public may be
wondering what that's all about. So we thought we would give
a little brief explanation.

Standing means an opportunity to participate 11 directly in the proceedings with certain rights. Standing is 12 13 given to those that can contribute to the work of the 14 commission and have either a substantial and direct interest in the subject matter of the Commission or have some unique 15 experience or expertise that is likely to provide the 16 Commission with assistance in its work that it could not 17 otherwise get. 18

Now, each commission determines how it would
like to establish a standing and if there are different
categories of standing. In this Commission, there are three
types of standing.

A party refers to an entity with standing in all or part of the factual inquiry; an intervenor has standing in the factual inquiry, and is usually an entity or individual with some interest in the subject matter of the Commission, but not as direct of an interest as a party; and then we also have standing in the policy phase, which is

# International Reporting Inc.

1

19

simply standing at this point.

And when we refer to a participant, we're referring to an entity with standing, either party standing, intervenor standing, or simply standing, if we're talking about the policy phase.

6 Briefly on the role of Commission counsel, Commission counsel are chosen and retained by the 7 Commissioner, and they're drawn largely from private 8 9 practice. Now the benefit here is that Commission counsel can be chosen sometimes with respect to the expertise that 10 they bring to the table, particular experience that they may 11 have. Each group of Commission counsel is different and 12 13 unique and can respond to the needs of that particular 14 Commission.

Like the Commissioner, Commission counsel are independent, neutral and impartial. They do not take the side of any participant. Commission counsel do liaise with participants, however, to facilitate their participation.

Thank you.

Commission counsel generally conduct the 20 21 investigation. They request document productions from 22 participants and others. They identify and interview persons with relevant information and potential witnesses. 23 Thev review documents. They also help to organize the hearings. 24 They lead evidence at the hearings, and they ensure that all 25 26 relevant information is introduced into the record. Commission counsel also assists the 27 Commissioner in drafting rules, drafting decisions, and the 28

#### International Reporting Inc.

final report. And as well, Commission counsel advise the
 Commissioner as needed.

3 So the parties, intervenors and witnesses 4 have different rights. The parties have full rights to 5 participate, including the right to access documents in 6 advance of the hearing and to question witnesses.

7 Intervenors have notice of public hearings
8 and they have the right to attend public hearings as
9 participants. They may make oral and written submissions as
10 the Commissioner directs. They receive exhibits from the
11 public hearings, and they may have other rights, including
12 the right to question witnesses when that right is
13 specifically granted by the Commissioner.

Now witnesses that are not part of a group that is represented as a participant can have legal representation present when they testify, and they can also ask for any exceptional measures if needed, for example, to remain anonymous.

19 Now a public inquiry would not be a public inquiry without public involvement. There are different ways 20 21 in which the public can get involved in the Commission's 22 work. The first is by attending the public hearings. So we know that there are people attending virtually on Zoom, there 23 are people watching the hearings that are being live-streamed 24 from the website, and there's also people here in the room, 25 and we would encourage the public to attend the hearings, 26 either online or in person. We welcome you here at 395 27 28 Wellington.

# International Reporting Inc.

We also have the Commission's website, which 1 already has a lot of information on there, including the 2 Rules of Practice and Procedure, Rules of Standing and 3 Funding, all of the Orders in Council that I mentioned, the 4 Terms of Reference, all of the decisions that have been 5 6 released so far, and there will be more information on the website forthcoming, including the schedule of proceedings, 7 policy papers as they are developed, and all of the exhibits 8 9 that are entered into evidence at the hearings. The Commission's also developing a public 10 consultation process to hear directly from affected Canadians 11 and those who want to provide information to the Commission. 12 13 And as the Commissioner mentioned this morning, we have 14 established a confidential email address for individuals who 15 have confidential information to share with us, to get in 16 contact with the Commission. That is a brief overview of Commissions of 17

17 Inat is a brief overview of commissions of
18 Inquiry and the Foreign Interference Commission. Thank you
19 very much.

20COMMISSIONER HOGUE:Thank you, Maître21Rodriguez.

We are a bit ahead of time, but I think it's -- everyone will be happy to have a bit more time for lunch, so we'll break for lunch, and we'll come back at 1:45. Thank you.

26 THE REGISTRAR: Order, please. À l'ordre.
27 The hearing is in recess until 1:45. La séance est en pose
28 pour jusqu'à 13h45.

# International Reporting Inc.

--- Upon recessing at 11:51 p.m./ 1 La séance est suspendue à 11h51 2 --- Upon resuming at 1:44 p.m. 3 La séance est reprise à 13h44 4 THE REGISTRAR: Order, please. À l'ordre 5 6 s'il vous plaît. The sitting of the Foreign Interference Commission is back in session. Cette séance de la Commission 7 sur l'ingérence étrangère à repris. 8 9 COMMISSIONER HOGUE: Good afternoon. So our next presentation will be made by Gordon Cameron. He's also 10 Commission counsel. So, Mr. Cameron, if you want to go at 11 the podium, please? 12 --- PRESENTATION BY/PRÉSENTATION PAR MR. GORDON CAMERON: 13 14 MR. GORDON CAMERON: Good afternoon. As the Commissioner's mentioned, my name's Gordon Cameron, and the 15 title of this presentation is "The Foreign Interference 16 Commission and Classified Information". And one thing to say 17 at the outset is that this whole week is about that topic, 18 19 and indeed, tomorrow we will have a series of -- a panel of academic experts, the next day, former senior public 20 21 officials in the National Security space, and then current 22 incumbent officials and a Minister. So there will be detailed and at different levels academic, practical, and 23 current working discussions of this topic. What is happening 24 this afternoon is an overview to help prepare everybody, both 25 for listening to what's going to come up in the week and for 26 understanding how the Commission is handling the issue of its 27 management of classified information. 28

52

And so if there are questions out -- that 1 2 occur to you out of what I'm saying this afternoon, please save them, because they're probably going to be answered by 3 what you're going to hear later in the week. If there's 4 something else that at the end of the week remains 5 unanswered, you can -- as Ms. Rodriguez said, send us an 6 email, but this will just be a very high-level overview of 7 the Commission's work with classified information. And the 8 9 topics we're going to discuss are -- the Table of Contents looks quite predictable. 10

We're going to start with some definitions and terminology, and that's not insignificant because the Commission has noticed both in the input it's getting from parties and in coverage by the media that the definitions and terminology sometimes do matter to getting -- to understanding properly what's going on with the Commission's work with classified information.

We're going to talk about what classified 18 19 information is, why we use that term, and then how the Commission works with classified information, how we're 20 21 handling it both mechanically and from issues of policy. And 22 then we're going to talk finally about the particular type of information, classified information that the Commission is 23 24 noticing is coming to its attention in the foreign interference context as opposed to some other threat that 25 might also generate classified information. 26

27 Now, at the risk of oversimplification, it is28 quite useful to make a reasonable simplification and simply

#### International Reporting Inc.

1

talk about classified information.

You will see in the documents to which you've had reference already and that will come up later in the hearing the expression "sensitive or potentially injurious information". That's language out of the *Canada Evidence Act*. We have a very complete, very complete analysis of that for you tomorrow.

54

And also, there's another expression you 8 9 might have seen if you've read the Commission's Terms of Reference, and that is "information whose disclosure could be 10 injurious to the critical interests of Canada or its allies, 11 national defence or national security". That phrase appears 12 in this Commission's Terms of Reference in the Order in 13 14 Council establishing the Commission. It is derivative of 15 language in the Canada Evidence Act, but it is custom for us. 16 It was made specific for this Commission.

And the reason I'm introducing these concepts 17 under the discussion of classified information is in effect 18 19 to say you needn't be distracted by the more technical terms for the purposes of this discussion or, frankly, for the 20 21 purposes of most of your understanding of this Commission's 22 work with classified information because that expression, "classified information", will cover certainly for practical 23 purposes all of the work that we will be doing and all of our 24 discussion when you're making submissions to the Commission 25 or when you're trying to analyze the information that you're 26 27 seeing.

28

There will be times when you will see the

1 lawyers descend into the more technical language out of the 2 legislation or out of the Terms of Reference because there 3 are places where it could matter but the actual technical 4 terminology from the legislation be used, but for our 5 purposes we're going to be well served just with the 6 expression "national" -- sorry, "classified information".

And the topic of this day or this week we've 7 called "National Security Confidentiality", which is an 8 9 expression those of us who work in the field are very familiar with. It is the umbrella term for those situations 10 in which classified information is necessary and typically 11 where it interfaces with litigation or with the public or 12 13 something and there is a need for confidentiality that is 14 classification of information for reasons of national 15 security. So this is what we call our NSC week, or our "National Security Confidentiality" week to talk about these 16 17 terms.

Information is classified by the government 18 19 when the -- and it is classified by the government, by the way. It is exclusively the province of the government to 20 21 classify information. And it does that when it assesses that 22 it's necessary to restrict the disclosure of the information and, importantly, both within the government and outside the 23 government in order to protect some aspect of the Canadian 24 25 national public interest.

Now, that might seem fairly trite, but
there's a fair bit packed into that paragraph -- and as we'll
see when we move into some of the subdivisions of this, there

#### International Reporting Inc.

are different levels of classification, so not all classified 1 2 information is the same. And predictably, it follows a range from merely confidential -- and I don't want to understate 3 the potential significance of confidential information, but 4 it is at the lower level of sensitivity, but it is at the 5 6 lower level of sensitivity to what I've called here very, very secret information which can be at the -- you know, the 7 most sensitive information that the government classifies. 8

56

9 And the differences in the levels -- and we're going to look at several of those levels and ascribe 10 some qualities to each of them, but what you'll see in the 11 next few slides is that the differences in the levels are 12 13 driven by the different levels of harm that it is feared 14 could arise from the disclosure of the information outside of the permitted audience, so that could be outside of a 15 government department, outside of a very small group of 16 17 people within a government department, outside of the government itself to the public to other nations, potentially 18 19 to our adversaries, et cetera. So all of these things are taken into consideration when the government is deciding at 20 21 what level it should classify information.

Now, unhelpfully for the vocabulary here, the first category I'm going to talk about is technically not classified information; it's protected information. But functionally, we have to approach it at the same level. It still is information that the government has decided needs to be controlled in its circulation, needs to have restricted access.

The difference between protected information and classified information is that protected information pertains to situations in which the harm from disclosure would be to an individual -- sorry, an individual or at least something less than the national interest, than Canada's national interest.

It's important because the Commission will --7 8 anticipates receiving a fairly substantial volume of protected information. That doesn't mean that the protection 9 of the information isn't significant because, of course, 10 there could be very serious harm. There are levels within 11 protected information, one of which is very serious harm to 12 13 an individual. So it could still be critically important 14 that the information remain confidential. It just doesn't affect the national public interest at the federal government 15 16 level.

Then -- so if you move from protected information into what technically is called classified information, there are three categories: confidential, secret and top secret. And as I said before, these categories are established based on the anticipated harm that could come from disclosure outside the audience for which the information was assembled.

24 So confidential information is disclosure 25 that could cause some injury if disclosed and injury to the 26 national interest.

27 Secret information, that is, information that28 gets the classification "secret", is information the

# International Reporting Inc.

1 disclosure of which could cause serious injury again to the 2 national interest.

And finally, top secret information is information the disclosure of which could cause exceptionally grave injury to the national interest. And if you were to look at the government policy on security, those adjectives would be applied in exactly that context.

8 We haven't made these up. Those are the 9 exact terms that are used by the people who classify the 10 information to decide whether they, on looking at a document, 11 should be classifying it as confidential, secret or top 12 secret.

13 And then a point -- and a complication that 14 we'll add here, but it's important because it might arise in the context of some of our discussions, is that within top 15 secret information, there are further categorizations for 16 information that is -- and the expression I've used in the 17 slide is ultra sensitive. So it is at least top secret, but 18 19 a decision has been made by the people who have assembled the information that it should only be disclosed within an even 20 more restricted audience than would otherwise be available 21 22 with top secret information, so -- sometimes this is called 23 compartmentalization or control systems that are used even with top secret information. 24

And though the -- there is nothing technically above top secret, the expression "top secret and above" has just come into the parlance as the way of describing both top-secret information and the various sub-

# International Reporting Inc.

compartments of especially sensitive top-secret information that might arise.

A point that I'll just digress on briefly 3 here is that when we're talking about a document and its 4 classification at the confidential, secret, or top-secret 5 6 level, that designation of the document doesn't mean that every word in that document is at the top-secret level; that 7 is, that the disclosure of any, say, sentence in that 8 9 document could cause exceptionally grave harm to the national interest. It could mean that one sentence in that document 10 could cause that type of harm and the rest of the document 11 might -- I say "only", but this is still substantial, only be 12 13 at a secret level or perhaps not even necessarily classified upon itself. But when a person's creating a document and 14 that document is what is going to be circulated, if there's 15 one item of information in there that is at the top-secret 16 level, obviously, the whole document has to be classified as 17 top secret. I mention that because when we come later to 18 19 discussion of things like redactions, that fact that not the whole document needs to be top secret, that doesn't flow 20 21 necessarily from the designation or classification of it as 22 top secret.

Now one of the points we wanted to make sure the parties and the public were completely alert to is that this Commission has access to all of the categories I just described, of classified information, obviously, protected and classified information, protected, secret, top secret, any compartmentalization, any information relevant to foreign

International Reporting Inc.

interference that the Commission has requested from the 1 government will be given to us regardless of its 2 3 classification of or regardless of its compartmentalization, regardless of its otherwise restricted information within 4 government. There might only be three people within 5 6 government who are entitled to see the document, but the 7 Commission will see it. So there's nothing -- no information withheld from the Commissioner or Commission counsel on the 8 basis that it would be -- that it is classified or otherwise 9 protected on grounds of national security. 10

60

Now, this didn't come about without a 11 considerable amount of work on the part of the Commission, 12 13 and the government, and everybody else to make it possible 14 for the Commission to have this unrestricted access to 15 classified information. And so one thing that -- and for 16 those of you who are wondering why the hearings didn't start the day after the Order in Council came out, one thing that 17 had to happen was that the Commissioner and all Commission 18 19 counsel had to be security cleared to the highest levels and indoctrinated to all of those top secret and above 20 21 compartmentalizations of, so that the Commissioner and all 22 Commission counsel would have access to all of the classified information. There will be controls within the Commission 23 24 about who sees what, but we are at least all, as the lawyers 25 would say, prima facie qualified to see that information.

Another thing that had to happen before we could have you here today and get started on the public hearings is that the Commission had to have premises that it

could examine this information in, and those premises are not 1 2 just any board room in a building in Ottawa. They have to be specially constructed, so that they are both secure as to 3 access, secure as to potential eavesdropping, that all of the 4 computers, everything has to be unhackable. So there's a 5 huge infrastructure program that has to take place when a --6 when you get literally a pop-up entity like a Commission of 7 Inquiry that is suddenly going to be given access to the most 8 9 sensitive information that the government holds, there's an incredible machine that had to come into place to get 10 premises, to get computers, to get infrastructure, to get 11 personnel properly cleared, et cetera. All of that has 12 13 happened. We're well underway in the course of the work, but 14 that is a -- one of the consequences of the fact that the 15 Commission has access by virtue of its Terms of Reference to all of this information. 16

61

Another consequence is that because we have been given this information, all of us, the Commissioner, Commission counsel, any staff who have access to the information, are by law -- we also swore oaths, but we are -by virtue of at least the *Security of Information Act* and some of the legislation, permanently, as in until we die, bound to secrecy for all of this information.

Now here is the -- what you might call the inflection point in the discussion, because so far we've been talking about the unrestricted access that the Commission has to all of the classified information. And what has to be understood to appreciate the way you are going to see the

Commission's work unfold over the coming months is that 1 there's a difference between having access to classified 2 information and having the authority to disclose it. And you 3 might even put that more categorically than there being a 4 difference between them, which is having access to classified 5 6 information accords no authority to disclose it. And as a matter of fact, as I was just saying in relation to the 7 8 Commission being permanently bound to secrecy, often access 9 to classified information is prohibitive of ever being able to disclose it because you are in that category of people who 10 are not allowed to disclose. 11

62

And this is not just something unique to 12 13 public Commissions of Public Inquiry or this Commission, 14 obviously. There are other entities out there that work with these same restrictions, and NSIRA and NSICOP are good 15 examples. You also encounter this in some tribunals. Courts 16 sometimes have similar issues where the Commission has access 17 to classified information but no authority at all to disclose 18 19 it to the public, or indeed, as government controls itself within its various departments, the Commission doesn't have 20 21 authority to disclose it to people in the government who 22 aren't authorized to receive it.

So analogous to that, analogous to the lack of authority to disclose it is the Commission does not have any authority to unilaterally declassify information. So we can't look at a document and say this is classified as top secret, but in our view, it only needs to be classified as secret or confidential or not classified at all. The

Commission has no authority to render information disclosable
 unilaterally.

And so the question you might ask is what do 3 we do then? You know, what good is it that we have access to 4 all of this classified information in a public inquiry if the 5 6 Commission doesn't have any authority to disclose it? And the answer is that because of the restrictions on disclosure, 7 what the Commission will do, and what other Commissions have 8 done in the past, is make representations to the government 9 to achieve maximum transparency, which is, of course, within 10 the Commission's Terms of Reference and something that is 11 central in the way all of the work will be done. 12

13 Now there are -- I'm going to look here at 14 several of the tools that we use to make representations to government and try to give some examples, or at least 15 elaborate for you about what it means for us to do this kind 16 17 of work. I'm going to start -- this could have warranted, in retrospect, a slide of its own, but just so that you 18 19 understand how we get to this stage where we've got classified information, and the Commission has an interest in 20 21 disclosing some part of that document to the parties and to 22 the public. The process would start with the Commission 23 identifying some -- and this would be a rolling process, but 24 some documents that it thought important that the parties, and perhaps ultimately the public, have to participate in the 25 Commission's work. And so a request -- and bearing in mind, 26 the Commission is looking at the totally unredacted document. 27 28 It is looking at a bare document with all of the information

International Reporting Inc.

in it. The Commission would then send off a request to the 1 government, here are 10, 50, a hundred, whatever number of 2 3 documents that the Commission has identified as appropriate for disclosure to the parties or the public. Would you, the 4 government, render them disclosable? So here they are in 5 6 their bare form. Would you send them back to us in a form that we can then disclose to the public? And you've seen, if 7 8 you've looked at the consultation paper and the results of 9 that, what that looks like when it comes back. Sometimes the document is almost completely redacted, sometimes it's almost 10 complete disclosed, depending on the volume of classified 11 information in that document. 12

64

13 So if we then look at that stage in that 14 sequence of events, picture the Commission has now received 15 back a batch of these documents that it wants to disclose to you, and it's -- the documents say it's got a document with 16 17 four lines of redaction in it, the first representation, the first category of representation that the Commission can make 18 19 to the government is to basically disagree with the government that a redaction belongs there. To simply say it 20 21 is our view that there is no injury from the disclosure of 22 what is underneath this redaction; and therefore, that 23 redaction can be just lifted and the words can go out in their current form. So that's a lift of a redaction, and 24 that's the kind of representation we might make say for the 25 first of the four redactions in the document that we come 26 27 across.

28

Then the second type of thing, we might

1 across say the second redaction, where the Commission agrees 2 that those words would cause injury if disclosed. That the 3 redaction is a fair redaction because if that redaction 4 weren't there, there would be injury from the disclosure of 5 those words.

6 What the Commission might then say is, though 7 we can't use those words, we can reframe the point in a way 8 that gets the gist of those redacted words across without any 9 injury. So we, in effect, filter out the classified 10 information from the redacted words, reframe it, and this 11 process is called summarisation.

And so when you see a document, what you 12 13 might see is a redaction and then a textbox on top of it, 14 like "discussion of target's movements", or something like that, that is vague. It allows the reader to sort of follow 15 through the document in ways that redactions cannot sometimes 16 be very frustrating in preventing, is sometimes you come 17 across a redaction and then an unredacted sentence, but you 18 19 can't make sense of the unredacted sentence because it obviously flowed from the redacted sentence. So if we can 20 21 get a summary of that redaction that allows the reader to 22 make sense, perhaps, of some of the gist of what was 23 redacted, but especially so that they can then make sense of the rest of the whole document, that's the other tool we have 24 when we are trying to get disclosure. 25

26 So in this case, sorry, in both cases, the 27 argument is what we propose for disclosure need not be 28 classified. Either the classification was never warranted or

#### International Reporting Inc.

1 the words can be reframed and summarised in a way that
2 doesn't require classification that allows disclosure to the
3 public.

The third approach that the Commission can 4 take is to look at -- let's -- so let's take the third of the 5 redactions on the page. And we look at it, and we say, A, 6 this is a legitimate redaction, so there would be some 7 injury, and no matter how hard we think about it, we can't 8 9 think of any way of reframing this or summarising it or "gisting" those words so that it could be disclosed, it's 10 just plain injurious any way you deal with that redaction. 11

12 But if the Commissioner decides that the 13 public interest in disclosure of that information is so 14 important, that even though there could be some injury from 15 its disclosure, it should be disclosed to the public, then we 16 would make that representation to the government.

So those are the -- that is the sort of tier -- tiered approach to getting maximum disclosure of the information: lifting redactions where possible, summarising where possible, and where none of that is possible, but the information is very important, convincing the government that it's simply in the public interest to disclose it even though there could be some injury from that disclosure.

Now, well you might say, how is the Commission going to argue with the government on any of these points that a redaction should be lifted? Who are we to say that information shouldn't classified? Who are we to come up with summaries that don't disclose classified information?

#### International Reporting Inc.

Or why would the government be persuaded by anything we said
 about the public interest in disclosure?

3 And needless to say, as you've probably figured out, the Commissioner saw this coming a long way 4 away, and so Commission has counsel and advisors who are 5 6 experienced in exactly this type of work. For some of us, this is literally our day job. It's making these types of 7 representations to the government, in the context of other 8 9 public inquiries, as Commission counsel; in public inquiries dealing with national security information as *amici*; in 10 public inquiries dealing with national security information; 11 a lot of work in the Federal Court, which is where most of 12 13 the national security litigation ends up under the Canada Evidence Act, as I say, about which you'll hear a lot 14 tomorrow. So this is just a job that we will have to do to 15 16 bring the expertise and the experience that counsel in this field have gained to be able to make those representations. 17

Now, moving to another point here. Given the 18 19 volume of classified information that is generated in the course of the government's investigation of foreign 20 21 interference, it is possible that the Commissioner will end 22 up having, not only examining classified documents, but hearing oral testimony in the absence of the public. 23 That is, that if someone is going to speak to information that has 24 25 to be classified, if a witness is going to speak to that, or answer questions about classified information, that that will 26 have to take place in a closed hearing, what we call 27 28 in-camera hearings.

International Reporting Inc.

And by the -- for the same reasons that the 1 Commission doesn't have authority to simply disclose the 2 classified information and documents that she receives, she 3 doesn't have authority, absent the agreement of the 4 government, to permit anyone to attend those closed hearings, 5 6 other than the Commission and government lawyers. So you have documentation that's classified, there could also be 7 oral testimony that is classified and it would be heard in a 8 9 closed proceeding.

A way to mitigate, it's never going to be 10 perfect, but a way to mitigate the fact that the 11 unsatisfactory situation of people whose interests are 12 13 affected by what goes on *in-camera*, is for Commission counsel 14 to consult with the parties before going in-camera, before going into a hearing to which the parties aren't admitted, 15 about the topics that are expected to be discussed and the 16 points that you and your clients want explored in those 17 in-camera hearings. That might have already been made 18 19 evident to us from other submissions that have been made in the course -- by the time we end up in an *in-camera* hearing, 20 21 but we can't be too clear in -- we want to be very clear that 22 an important part of making the ex parte in-camera hearings 23 work is input from the parties and their counsel about issues that they would like to see explored. 24

And again, this is a process. That is, counsel who are going to go into an *in-camera* hearing, consulting with the other people who can't go to that hearing but whose interests are affected, this is a process that

International Reporting Inc.

Commission counsel here are familiar with from other
 contexts. It's what we do in other national security
 litigation where we're trying to elicit information of
 interest to parties who can't be present in the closed
 proceedings.

6 And again, the testimony, the oral testimony 7 that is received *in-camera* will, to the extent it is dealing with injurious information, be classified the same way it 8 9 would be in a document. It would appear on paper or electronically, I suppose these days as a transcript, but 10 that would be a classified transcript. And so the Commission 11 will again in that process go through the same attempt to 12 13 maximise transparency by getting out to the parties as much 14 of that information that was received *in-camera* as is 15 possible.

16 Now the bullet there is really just to bring these two concepts together, that for both documents and for 17 in camera testimony the Commission can attempt to persuade 18 19 the government to disclose information, but the decisions will be made by the government. By those within the 20 21 government responsible for the information. And you will 22 have witnesses on Thursday and Friday who will be responsible for those decisions, and it will be their job to explain how 23 they will deal with situations in which the Commission is 24 25 approaching them for the disclosure of information that they 26 had at that time classified.

Now, it's not exclusively persuasive, as the
lawyers in the room know. If there is disagreement between

# International Reporting Inc.

the Commission and the government on a point that is important enough to warrant litigation, the Commission can -to use their vernacular -- take the government to court. It can bring an application in the Federal Court, or more probably announce that it intends to disclose information and that will prompt the government to bring an application in federal court.

8 And the matter, this question of does the 9 information need to be classified? Is there injury from it? The Court might be able to come up with a summary that the 10 government and the Commission couldn't realize an agreement 11 That whole discussion moves over to the Federal Court 12 on. 13 where a Judge -- Federal Court Judge would hear 14 representations and it wouldn't then be simply a question of 15 the Commission trying to persuade the government.

16 The Commission would be making submissions to 17 a Federal Court Judge, the government would be making submissions to a Federal Court Judge, and a Federal Court 18 19 Judge would decide whether the information needs to be withheld from the public. And that would be the same 20 21 analysis of in that case, is the information injurious and if 22 it is injurious is it nonetheless -- is there a weight of 23 public interest that justifies disclosure of the information, 24 even though there could be some injury to the public 25 interest.

So that covers both the process, the types of information we're dealing with, the ways we are going to encounter it, the ways we're going to deal with it, and

#### International Reporting Inc.

1

2

hopefully the way we will get maximum transparency to the parties; and if we don't, that we end up in court.

3 This is -- the next topic is somewhat different. It's not so much about the process as why this 4 process has assumed so much importance in this particular 5 6 public inquiry. And part of this is not so much a message from the Commission to the parties and to the public, as a 7 message that the Commission is getting from the government 8 9 and thought it useful to put in this context here, because it is very much related to the discussion of how much of this 10 classified information we will be able to get disclosed to 11 the parties and the public. 12

And the position of the government and our understanding on looking at the volume of information that is coming to us classified at a very high level, is that the type of information that intelligence agencies gather when investigating foreign interference tends to be especially sensitive. And there are several reasons that we can see for this, or that we've been advised about for this.

20 One is that the methods used to gather 21 foreign interference information often include highly 22 sensitive source, such as human sources whose lives are at 23 risk, or technologies, that is investigative techniques or 24 methods the government has of gathering information that it 25 simply does not want our adversaries to know about.

Another reason is that the disclosure of foreign interference information can be especially harmful to Canadians, individuals, or the Canadian public interest.

# International Reporting Inc.

That of course is closely linked to the first one, the first
 point.

3 And another point, and again, this will be for the witnesses on Thursday to -- to convince you of, or 4 explain in greater detail. Any disclosure of foreign 5 6 interference information that comes out of this Commission of Inquiry will be analyzed -- I say very sophisticated 7 intelligence agencies. I think most people would observe 8 9 among the most sophisticated intelligence agencies in the world will be analyzing every bit of information that comes 10 out of this Commission of Inquiry. 11

And they have the ability as we've seen just 12 13 in popular culture and in what we know from our own 14 understanding of the ability to aggregate information, these intelligence agencies have massive databanks of information 15 and have the ability to take the crumbs that come out of this 16 inquiry and combine them with that information and draw 17 conclusions that are very difficult to predict. That's part 18 19 of the problem is it's hard to know what they can do with the 20 information.

All we know is that we are dealing with foreign intelligence agencies that if there is a way to extract every drop of value from any piece of information that comes out of this Commission, they have that ability because of their sophistication of their intelligence apparatus.

27 And so, a very large proportion of the28 information that has been given to the Commission to date is

# International Reporting Inc.

1 classified at the very highest levels.

2 The process is ongoing. We are still asking 3 for and receiving information, and so we don't have definitive -- we don't have the data to make a definitive 4 analysis yet, but we've been working in this area for, some 5 6 of us, all of our careers, and we are able to observe that of the information the Commission is receiving, a very high 7 proportion of it is classified at top secret or above, 8 9 typically above.

73

10 And we were able to come up with a rough comparison, just to give -- I know that for some of you, you 11 were involved in the Public Order Emergency Commission or are 12 able to have reference to it. Just this is a rough 13 14 comparison because we are still in the process of gathering 15 documents and haven't even gotten to the stage of admitting 16 exhibits. We don't have an apples-to-apples comparison. We can't compare exhibits to exhibits here. 17

But on the logical inference that there is 18 19 going to be a rough order of magnitude relationship between the volume of documents that come in and their 20 21 classification, and the number of exhibits that get filed, 22 it's we think, still illustrative that in the Public Order Emergency Commission, which remember -- or if you weren't 23 there I'll remind you, I'll tell you -- it was a public 24 25 inquiry that involved a high volume of national security 26 information.

27 Those of you who were involved in it got used28 to seeing highly redacted, totally blacked out pages, because

there was a high volume of classified information. And yet, less than half of a percent of the documents filed as exhibits -- but these would all have been in the closed proceedings -- were classified as top secret. And again, it's a rough comparison.

74

6 But to date, 80 percent of the documents that the Commission has received are classified at some level, and 7 80 percent of those are classified at top secret or above. 8 9 So acknowledging that it's not -- that we're comparing exhibits to raw production, it's not really an apples to 10 apples comparison. Just you can see the difference in the 11 proportionate level of classification. You had a national 12 13 security public inquiry in POEC, but it did not generate 14 nearly so much top secret and above classified exhibits as can be anticipated in this hearing. 15

Now, these are the challenges we face, but the Commission has been mandated, and you've seen this in the terms of reference and in all of the public statements of the Commission. It is dedicated to making as much of this information public as is possible within the law, and it has the tools to do it. Frankly, if any Commission of Inquiry could do it, this one can.

And this week of hearings is where we hope to get your input on how we can do that better. Because some of you have national security litigation experience, all of you represent clients who have perspectives that aren't nearly as familiar to us as they will be to you, and so it will be input from you, both during this week, when you tell us how

Merci, M. Cameron.

better to get redactions lifted, how better to get summaries prepared, how better to convince the government that information should be disclosed, even though it's potentially injurious. That is how we will be even better equipped is from input from you, both this week during this hearing and on an ongoing basis as we consult you to help us get through this with as much disclosure as possible.

75

Thank you.

10 Alors, écoutez, ça termine notre journée. 11 Euh... pour demain, simplement de façon à ce que vous 12 puissiez tous planifier correctement votre journée, on a 13 prévu une pleine journée, c'est-à-dire, euh... un début à 10 14 h 00 et on prévoit, évidemment toujours dépendamment de la 15 façon dont les choses se déroulent, probablement en avoir 16 jusqu'à 16 h 30, demain.

COMMISSIONER HOGUE:

17 Alors, au plaisir de tous vous revoir demain18 matin.

19THE REGISTRAR: Order, please. À l'ordre.20The hearing is now adjourned for the day. La21séance est maintenant close.

22 --- Upon adjourning at 2:28 p.m./

23 L'audience est ajournée à 14 h 28

24

8

9

25

26

27

1	
2	
3	
4	
5	
6	CERTIFICATION
7	
8	I, Sandrine Marineau-Lupien, a certified court reporter,
9	hereby certify the foregoing pages to be an accurate
10	transcription of my notes/records to the best of my skill and
11	ability, and I so swear.
12	
13	Je, Sandrine Marineau-Lupien, une sténographe officiel,
14	certifie que les pages ci-hautes sont une transcription
15	conforme de mes notes/enregistrements au meilleur de mes
16	capacités, et je le jure.
17	
18	All up
19	Sandrine Marineau-Lupien
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	